

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 14 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAVALSACE

ZI - 16 rue du Ried
(sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO)
67850 HERRLISHEIM

Références : 3935/AD/CE/A

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) - 67850 HERRLISHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA implanté ZI - 16 rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été contacté par un pompier suite à un déplacement dans la zone industrielle du RIED à Herrlisheim pour une plainte odeur. Les premières vérifications d'usage ont été faites sur place par les pompiers qui ont permis d'écarter la présence d'un nuage explosif.

L'inspection a appelé les plaignants à 11h30, l'odeur s'était dissipée à l'extérieur et subsistait dans les locaux. L'inspection s'est rendu sur place à partir de 13h45 pour une enquête de voisinage et une inspection inopinée chez les exploitants Lavalasce et Suez (chez qui les pompiers se sont rendus plus tôt dans la matinée). Le vent était changeant tantôt nord/nord-est, tantôt, nord/nord-ouest, l'odeur n'était plus présente dans l'air. Il subsistait une odeur très légère dans les bâtiments.

D'après les témoignages, les premières odeurs ont été senties dans la zone à partir de 7h15, les personnes qui travaillaient à 8h n'ont pas senti l'odeur qui est de nouveau réapparue à partir de 9h30 jusqu'à 11h20/11h30. L'odeur est caractérisée de la façon suivante : qui pique, qui prend à la gorge, chimique, de liner de piscine. Le vent venait du nord, nord-Est. Les témoignages indiquent des odeurs fortes récurrentes toutes les 4 à 6 semaines et dans une moindre mesure une fois par semaine. D'après un client d'une entreprise de la zone, on pouvait sentir l'odeur jusque dans le centre ville de Herrlisheim. Le chef de centre de l'entreprise Rhône Gaz a senti l'odeur en question,

chez Corteva et Lavalasce aucune odeur a été ressentie.

Les pompiers ont indiqué avoir eu un signalement de l'odeur à Gambenheim.

L'inspection a contacté ATMO, les stations de mesures de l'air sont trop éloignées du point source pour pouvoir produire une analyse de l'évènement. Atmo a été contacté par un habitant sur le secteur de Herrlisheim-Drusenheim qui indique avoir ressenti de très fortes odeurs de colles sur le secteur.

Atmo avait déjà contacté l'inspection le 26/11/2021. L'inspection avait pris contact par courriel avec les industriels du secteur afin de savoir si un accident industriel avait eu lieu sur leur site, tous avaient répondu par la négative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006703935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Lavalasce exploite des installations de transit et tri des déchets, de traitement de déchets dangereux, de lavage des fûts, conteneurs et citernes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
odeur	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas permis de déterminer l'origine de la nuisance olfactive.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, odeur
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.</p> <p>Les effluents gazeux odorants provenant de la station d'épuration interne ou du stockage de résidus ou de boues feront l'objet de traitements appropriés en cas de gêne pour le voisinage.</p>
<p>Constats : Aucun salarié interrogé n'a senti d'odeur particulière.</p> <p>L'exploitant a fait état des citernes lavées le matin même, certaines sont lavées avec de l'eau froide, d'autres avec de l'eau chaude. La première citerne a été prise en charge entre 6h30 et 7h, la seconde entre 9h10 et 9h40.</p> <p>Les fiches de données de sécurité des deux produits indiquent que les produits ont des odeurs, pour le premier une odeur d'éther, pour le second une odeur "caractéristique". La première citerne a été lavée à l'eau chaude, la seconde à l'eau froide. A leur arrivée sur le site de lavage, les citernes étaient vides, elles contenaient en tout cas moins de 5kg d'égouttures, au delà, l'exploitant émet un bordereau de suivi des déchets pour élimination avant lavage.</p> <p>La fréquence de traitement de ces deux types de citerne est demandée, elle ne correspond pas aux fréquences identifiées par les plaignants.</p> <p>Les rejets de la station de lavage sont canalisés.</p> <p>L'évaporateur utilisé pour le traitement des eaux n'était pas en fonctionnement le matin, au moment de l'inspection à 14h30, l'évaporateur était en cours de démarrage (étape 7/12).</p> <p>L'inspection n'a pas permis de déterminer que l'origine de la nuisance olfactive proviendrait de Lavalsace.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

